

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Pascoe—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 16)—1. Quels sont les noms des compagnies impliquées dans la grève des manutentionnaires de grains aux élevateurs terminus du Pacifique?

2. Jusqu'à ce jour, quelles ont été les conséquences de la grève sur l'exportation du blé en provenance des ports du Pacifique?

3. Pour quelles raisons a-t-on déclaré cette grève et quelles sont les principales questions en litige?

**M. Chevrier*—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 11)—1. M. Joséphat Ste-Croix était-il gardien ou gardien adjoint au phare de Madeleine, comté de Gaspé, avant le 1^{er} novembre 1960?

2. Dans le cas de l'affirmative, depuis quand occupait-il ce poste?

3. A-t-il été congédié? S'il en est ainsi, pour quelle raison?

**M. Coates*—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 12)—1. Le ministre des Travaux publics est-il actuellement en pourparlers avec le gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick au sujet de l'étude du projet d'un canal à Chignectou?

2. Dans le cas de l'affirmative, le ministre peut-il dire où en sont ces pourparlers?

3. Quand déposera-t-on un rapport sur cette étude?

**M. Herridge*—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 13)—1. A-t-on adressé une circulaire à tous les entrepreneurs de transport postal au Canada leur interdisant de participer à toute activité politique tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial?

2. Dans le cas de l'affirmative, a) quelle en était la teneur, b) pour quelle raison a-t-on ainsi restreint les droits et les libertés fondamentales des entrepreneurs de transport postal qui ne sont pas fonctionnaires et, dans plusieurs cas, sont employés à service discontinu pour le ministère des Postes?

3. A-t-on donné le même avertissement aux employés intermittents et à service discontinu dont on retient les services durant les périodes de Noël ou de surcroît de travail?

4. Avait-on déjà adressé une circulaire semblable aux entrepreneurs de transport postal?

**M. Herridge*—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 14)—1. Depuis le mois de juin 1957, quelles requêtes, s'il en est, le gouvernement a-t-il reçues de la part de groupements ou de particuliers demandant de réduire à une demi-acre la superficie exigée aux termes de l'article relatif aux petit lopins de terre de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?